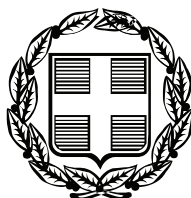


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 20**

28 Ιανουαρίου 2014

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4232

Κύρωση της Σύμβασης για τη διεθνή συνεργασία σε ζητήματα διοικητικής συνδρομής προς τους πρόσφυγες.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για τη διεθνή συνεργασία σε ζητήματα διοικητικής συνδρομής προς τους πρόσφυγες που υπογράφηκε στη Βασιλεία, στις 3 Σεπτεμβρίου 1985, το κείμενο της οποίας σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

CONVENTION RELATIVE A LA COOPERATION INTERNATIONALE

EN MATIERE D'AIDE ADMINISTRATIVE AUX REFUGIES

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'organiser, en vue de l'application de l'article 25 de la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève, le 28 juillet 1951, la coopération internationale administrative afin de déterminer l'identité et l'état civil des réfugiés, se référant par ailleurs aux dispositions de la Convention européenne sur l'obtention à l'étranger d'informations et de preuves en matière administrative faite à Strasbourg, le 15 mars 1978, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

1. En vue de la délivrance de documents ou certificats en application de l'article 25 de la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève, le 28 juillet 1951, l'Etat contractant sur le territoire duquel un réfugié, au sens de la Convention précitée et du Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, réside régulièrement, peut s'adresser à tout autre Etat contractant sur le territoire duquel l'intéressé a résidé antérieurement, afin d'obtenir des informations concernant l'identité et l'état civil sous lesquels il a été admis ou enregistré dans cet Etat.

2. En aucun cas, une telle demande ne peut être adressée à l'Etat d'origine de l'intéressé. A l'égard de tout autre Etat, l'Etat de résidence s'abstiendra d'adresser une telle demande lorsque sa démarche serait de nature à porter atteinte à la sécurité du réfugié ou des membres de sa famille.

3. L'Etat requérant ne peut utiliser les renseignements fournis en application de la présente Convention à d'autres fins que celles qui sont précisées au premier alinéa.

Article 2

1. L'échange d'informations est fait entre les autorités désignées à l'article 3, soit directement, soit par la voie diplomatique ou consulaire, au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention.

2. L'autorité requise doit indiquer, dans la formule et en regard des informations sollicitées par l'autorité requérante, les renseignements dont elle dispose sauf dans les cas où elle estime que leur révélation serait de nature à porter atteinte à son ordre public ou à la sécurité du réfugié ou des membres de sa famille.

3. La formule est renvoyée dès que possible et sans frais.

Article 3

Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat indique l'autorité centrale qu'il a désignée, d'une part pour formuler la demande d'informations, d'autre part pour y répondre. Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités.

Article 4

1. Toutes les inscriptions à porter sur la formule sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité requérante.

2. Si l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Article 5

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

2. Le nom de tout lieu mentionné dans la formule est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui de l'autorité requérante.

3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

- pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F;

- pour indiquer la nationalité, les lettres employées

pour désigner le pays d'immatriculation des voitures automobiles;

- pour indiquer la situation matrimoniale, la lettre C pour désigner un célibataire, les lettres Ma pour désigner une personne mariée, Dm pour désigner le décès du mari, Df pour désigner le décès de la femme, Div pour désigner le divorce, Sc pour désigner la séparation de corps et A pour désigner l'annulation du mariage;

- pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF;

- pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.

4. En cas de mariage ou de séparation de corps, de dissolution ou d'annulation du mariage, sont mentionnés après l'indication du symbole qui s'y rapporte, la date et le lieu de l'événement.

Article 6

1. Au recto de chaque formule, les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 5 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat requérant et la langue française.

2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles

de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque formule doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article;

- la traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto;

- un résumé des articles 4 et 5 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité requérante.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 7

Les formules sont datées et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité requérante et de l'autorité requise. Elles sont dispensées de la légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire des Etats contractants.

Article 8

Sont dispensés de toute légalisation ou de toute formali-

té équivalente sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention; les documents concernant l'identité et l'état civil produits par les réfugiés et qui émanent de leurs autorités d'origine.

Article 9

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 10

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 11

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 12

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 13

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 14

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après

l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 15

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

e) toute déclaration faite en vertu de l'article 3.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Bâle, le 3 septembre 1985 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne

Pour la République d'Autriche

Pour le Royaume de Belgique

Pour le Royaume d'Espagne

Pour la République Française

Pour la République Hellénique

Pour la République Italienne

Pour le Grand-Duché du Luxembou

Pour le Royaume des Pays-Bas

Pour la République Portugaise

Pour la Confédération Suisse

Pour la République Turque

1 DEMANDE D'INFORMATIONS CONCERNANT UN REFUGIE QUI DECLARE AVOIR RESIDE

à

du au 19 .

2 AUTORITE REQUERANTE	3 AUTORITE REQUISE

4	Informations demandées	Informations à la connaissance de l'autorité requérante	6 Informations fournies par l'autorité requise		
			Exact*	Aucune information*	Informations différentes
10	CONCERNANT LE REFUGIE	5	7	8	9
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe / 14 nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An			Jo Mo An
16	nom et prénoms du père				
17	nom et prénoms de la mère				
18	situation matrimoniale				
19	date et lieu	Jo Mo An			Jo Mo An
20	CONCERNANT SON CONJOINT ACTUEL OU SON DERNIER CONJOINT				
11	Nom				
12	prénoms				
14	nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An			Jo Mo An
16	nom et prénoms du père				
17	nom et prénoms de la mère				
21	CONCERNANT SES ENFANTS				
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe / 14 nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An			Jo Mo An
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe / 14 nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An			Jo Mo An
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe / 14 nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An			Jo Mo An

22 Date, signature et sceau

22 Date, signature et sceau

SYMBOLES:
Jo : jour
Mo : mois
An : année
M : sexe masculin
F : sexe féminin
C : célibataire
Ma : marié

Dm : décès du mari
Df : décès de la femme
Div: divorcé
A : mariage annulé
Sc : séparation de corps
REF: réfugié
APA: apatride

* Mettre une croix dans la colonne correspondante

Demande d'informations transmise en application de la Convention signée à Bâle le 3 septembre 1985

1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	
8.	
9.	
10.	
11.	
12.	
13.	
14.	
15.	
16.	
17.	
18.	
19.	
20.	
21.	
22.	

Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité requérante.

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo Mo et An le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

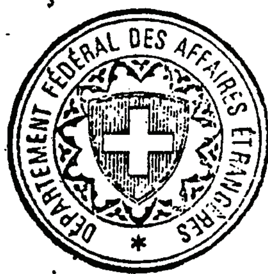
Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui où la formule est établie.

Si l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Toutes les modifications et traductions sont soumises à l'approbation préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives de la Confédération suisse.

Berne, le 21 mars 1986



Pour le
DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

Rubin

(Rubin)

Chef de la Section
des traités internationaux

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΣΕ ΖΗΤΗΜΑΤΑ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΗΣ ΣΥΝΔΡΟΜΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟΥΣ ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ

Τα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση, μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, επιθυμούντα να οργανώσουν, ενόψει της εφαρμογής του άρθρου 25 της Σύμβασης για το καθεστώς των προσφύγων που υπεγράφη στη Γενεύη στις 28 Ιουλίου 1951, τη διεθνή διοικητική συνεργασία για τον καθορισμό της ταυτότητας και της προσωπικής κατάστασης των προσφύγων, παραπέμποντας επιπλέον στις διατάξεις της Ευρωπαϊκής Σύμβασης επί της απόκτησης από το εξωτερικό πληροφοριών και αποδείξεων για διοικητικά ζητήματα, η οποία υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 15 Μαρτίου 1978, συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

1. Για τη χορήγηση εγγράφων ή πιστοποιητικών κατ'εφαρμογή του άρθρου 25 της Σύμβασης για το καθεστώς των προσφύγων που υπεγράφη στη Γενεύη, στις 28 Ιουλίου 1951, το συμβαλλόμενο Κράτος στο έδαφος του οποίου ένας πρόσφυγας, με την έννοια της προαναφερόμενης Σύμβασης και του Πρωτοκόλλου του 1967 για το καθεστώς των προσφύγων, διαμένει μόνιμα, δύναται να απευθυνθεί σε οποιοδήποτε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος στο έδαφος του οποίου ο ενδιαφερόμενος διέμενε προηγουμένως, προκειμένου να λάβει πληροφορίες σχετικά με την ταυτότητα και την προσωπική κατάσταση υπό τα οποία έγινε δεκτός ή καταχωρήθηκε στο εν λόγω Κράτος.

2. Σε καμία περίπτωση δεν μπορεί το αίτημα αυτό να απευθυνθεί στο Κράτος καταγωγής του ενδιαφερομένου. Σε ό,τι αφορά τα υπόλοιπα Κράτη, το Κράτος διαμονής δε θα απευθύνει ένα τέτοιο αίτημα εφόσον κάτι τέτοιο θα μπορούσε να θέσει σε κίνδυνο την ασφάλεια του πρόσφυγα ή των μελών της οικογένειάς του.

3. Το αιτούν Κράτος δεν μπορεί να χρησιμοποιήσει τις πληροφορίες που παρέχονται κατ'εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης για σκοπούς άλλους από εκείνους που διευκρινίζονται στο πρώτο εδάφιο.

Άρθρο 2

1. Η ανταλλαγή πληροφοριών πραγματοποιείται μεταξύ των αρχών που ορίζονται στο άρθρο 3, είτε απευθείας είτε διά διπλωματικής ή προξενικής οδού, μέσω ενός πολύγλωσσου εντύπου πρότυπο του οποίου προσαρτάται στην παρούσα Σύμβαση.

2. Η αποδέκτρια αρχή πρέπει να αναφέρει επί του εντύπου και αναφορικά με τις πληροφορίες που αιτήθηκε η αιτούσα αρχή, τις πληροφορίες που έχει στη διάθεσή της με εξαίρεση τις περιπτώσεις εκείνες όπου εκτιμά ότι η αποκάλυψή τους μπορεί να βλάψει τη δημόσια τάξη της ή την ασφάλεια του πρόσφυγα ή των μελών της οικογένειάς του.

3. Το έντυπο αποστέλλεται το συντομότερο δυνατό και χωρίς επιβάρυνση.

Άρθρο 3

Κατά την υπογραφή, κύρωση, αποδοχή, έγκριση ή προσχώρηση, έκαστο Κράτος αναφέρει την κεντρική αρχή που ορίσθηκε αφενός για τη διατύπωση αιτημάτων για πληροφορίες και αφετέρου για την απάντηση σε

τέτοια αιτήματα. Τα ομοσπονδιακά Κράτη έχουν τη δυνατότητα να ορίζουν περισσότερες αρχές.

Άρθρο 4

1. Όλες οι εγγραφές επί του εντύπου γίνονται με λατινικούς τυπογραφικούς χαρακτήρες. Δύνανται επιπλέον να εγγραφούν με χαρακτήρες της γλώσσας της αιτούσας αρχής.

2. Σε περίπτωση που η αιτούσα ή η αποδέκτρια αρχή δεν είναι σε θέση να συμπληρώσει ένα τετραγωνίδιο ή μέρος ενός τετραγωνιδίου, το εν λόγω τετραγωνίδιο ή μέρος αυτού θα διαγράφεται.

Άρθρο 5

1. Οι ημερομηνίες αναγράφονται με αραβικά ψηφία υποδεικνύοντας διαδοχικά, με τα σύμβολα Jo, Mo και An, την ημέρα, τον μήνα και το έτος. Η ημέρα και ο μήνας αναγράφονται με δύο ψηφία, το έτος με τέσσερα ψηφία. Οι εννέα πρώτες ημέρες του μήνα και οι εννέα πρώτοι μήνες του έτους αναγράφονται με ψηφία από 01 έως 09.

2. Οποιοδήποτε τοπωνύμιο αναφέρεται στο έντυπο ακολουθείται από το όνομα του Κράτος στο οποίο βρίσκεται, εφόσον το εν λόγω Κράτος διαφέρει από εκείνο της αιτούσας αρχής.

3. Χρησιμοποιούνται αποκλειστικά τα ακόλουθα σύμβολα:

- για το άρρεν φύλο, το γράμμα M, για το θήλυ φύλο, το γράμμα F.

- για την αναγραφή της υπηκοότητας, τα γράμματα που χρησιμοποιούνται για τον προσδιορισμό της χώρας ταξινόμησης των οχημάτων.
- για την οικογενειακή κατάσταση, το γράμμα C για τους άγαμους, τα γράμματα Ma για τους έγγαμους, Dm όταν έχει αποβιώσει ο σύζυγος, Df όταν έχει αποβιώσει η σύζυγος, Dv για τις περιπτώσεις διαζυγίου, Sc για τις περιπτώσεις δικαστικού χωρισμού και A για τις περιπτώσεις ακύρωσης του γάμου.
- για την ιδιότητα του πρόσφυγα, τα γράμματα REF.
- για την ιδιότητα του απάτριδος, τα γράμματα APA.

4. Σε περίπτωση γάμου ή δικαστικού χωρισμού, λύσης ή ακύρωσης του γάμου, αναφέρονται, μετά το σχετικό σύμβολο, η ημερομηνία και ο τόπος του συμβάντος.

Άρθρο 6

1. Στην εμπρόσθια όψη κάθε εντύπου, οι μνείες που παραμένουν αμετάβλητες, με εξαίρεση τα προβλεπόμενα στο άρθρο 5 σύμβολα αναφορικά με τις ημερομηνίες, αναγράφονται τουλάχιστον σε δύο γλώσσες, εκ των οποίων η επίσημη γλώσσα ή μία εκ των επίσημων γλωσσών του αιτούντος Κράτους και η γαλλική γλώσσα.

2. Η σημασία των συμβόλων πρέπει να αναγράφεται τουλάχιστον στην επίσημη γλώσσα ή σε μία εκ των επίσημων γλωσσών εκάστου εκ των Κρατών τα οποία, κατά την υπογραφή της παρούσας Σύμβασης, είναι μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, καθώς και στην αγγλική γλώσσα.

3. Στην οπίσθια όψη κάθε εντύπου πρέπει να αναγράφονται:

- μία αναφορά στη Σύμβαση, στις γλώσσες που αναφέρονται στη δεύτερη παράγραφο του παρόντος άρθρου,
- η μετάφραση των μνειών που δεν μεταβάλλονται, στις γλώσσες που αναφέρονται στη δεύτερη παράγραφο του παρόντος άρθρου, σε περίπτωση που οι εν λόγω γλώσσες δεν έχουν χρησιμοποιηθεί στην εμπρόσθια όψη,
- μία περίληψη των άρθρων 4 και 5 της Σύμβασης, τουλάχιστον στην επίσημη γλώσσα ή σε μία εκ των επίσημων γλωσσών της αιτούσας αρχής.

4. Όλες οι μεταφράσεις πρέπει να εγκρίνονται από το Γραφείο της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Άρθρο 7

Τα έντυπα φέρουν ημερομηνία καθώς και την υπογραφή και σφραγίδα της αιτούσας αρχής και της αποδέκτριας αρχής. Απαλλάσσονται από την επικύρωση ή άλλη ισοδύναμη διατύπωση στο έδαφος των συμβαλλομένων Κρατών.

Άρθρο 8

Απαλλάσσονται από την επικύρωση ή άλλη ισοδύναμη διατύπωση στο έδαφος εκάστου εκ των Κρατών τα οποία δεσμεύονται από την παρούσα Σύμβαση τα προσκομισθέντα από τους πρόσφυγες έγγραφα που

αφορούν την ταυτότητα και προσωπική κατάσταση και τα οποία προέρχονται από τις αρχές της χώρας καταγωγής τους.

Άρθρο 9

Η παρούσα Σύμβαση θα κυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί και τα έγγραφα κύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 10

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης του δευτέρου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Έναντι του υπογράφοντος Κράτους που θα την κυρώσει, κάνει αποδεκτή, εγκρίνει, προσχωρήσει μετά την θέση της σε ισχύ, η Σύμβαση θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της κατάθεσης από το εν λόγω Κράτος του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

Άρθρο 11

Οποιοδήποτε Κράτος-μέλος της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων ή του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση. Το έγγραφο προσχώρησης θα κατατεθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Άρθρο 12

Καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση δεν γίνεται αποδεκτή.

Άρθρο 13

1. Οποιοδήποτε Κράτος, κατά τον χρόνο της υπογραφής, της κύρωσης, της αποδοχής, της έγκρισης ή της προσχώρησης ή σε οποιονδήποτε άλλο χρόνο στην συνέχεια, θα μπορεί να δηλώσει ότι η παρούσα Σύμβαση θα επεκταθεί στο σύνολο των εδαφών με τα οποία διατηρεί σχέσεις σε διεθνές επίπεδο ή σε ένα ή περισσότερα από αυτά.

2. Η δήλωση αυτή θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η επέκταση θα ισχύσει από τον χρόνο έναρξης ισχύος της Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος ή, μεταγενέστερα, από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης.

3. Οποιαδήποτε δήλωση επέκτασης θα μπορεί να ανακληθεί με κοινοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και η Σύμβαση θα παύσει να έχει εφαρμογή στο υποδειχθέν έδαφος από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της εν λόγω κοινοποίησης.

Άρθρο 14

1. Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ για απεριόριστη διάρκεια.

2. Οποιοδήποτε συμβαλλόμενο στην παρούσα Σύμβαση Κράτος θα έχει εν τούτοις την ευχέρεια να την καταγγείλει κατά πάντα χρόνο μετά την πάροδο μιας προθεσμίας ενός έτους από την ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης έναντί του. Η καταγγελία θα κοινοποιηθεί στο Ελβετικό

Ομοσπονδιακό Συμβούλιο και θα ισχύσει από την πρώτη ημέρα του έκτου μηνός που ακολουθεί εκείνον της λήψης της κοινοποίησης αυτής. Η Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ μεταξύ των υπολοίπων Κρατών.

Άρθρο 15

1. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα κοινοποιήσει στα Κράτη-μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και σε οποιοδήποτε άλλο Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

(α) την κατάθεση οποιουδήποτε εγγράφου κύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

(β) οποιαδήποτε ημερομηνία έναρξης ισχύος της Σύμβασης,

(γ) οποιαδήποτε δήλωση σχετική με την εδαφική επέκταση της Σύμβασης ή την ανάκλησή της, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει,

(δ) οποιαδήποτε καταγγελία της Σύμβασης, μαζί με την ημερομηνία από την οποία θα ισχύσει.

(ε) οποιαδήποτε δήλωση πραγματοποιηθείσα δυνάμει του άρθρου 3.

2. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ενημερώνει τον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης σχετικά με οποιαδήποτε κοινοποίηση που γίνεται κατ'εφαρμογή της παραγράφου 1.

3. Με την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, ένα επικυρωμένο αντίγραφό της θα διαβιβαστεί από το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο προς τον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώρηση και δημοσίευση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Σε πιστοποίηση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Συντάχθηκε στην Bale, στις 3 Σεπτεμβρίου 1985, σε ένα μοναδικό αντίτυπο, στην γαλλική γλώσσα, το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβουλίου και του οποίου ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα δοθεί, δια της διπλωματικής οδού, σε έκαστο των Κρατών-μελών της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης και στα προσχωρούντα Κράτη. Ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα αποσταλεί επίσης στον Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας,

Για την Δημοκρατία της Αυστρίας,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για το Βασίλειο του Βελγίου,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για το Βασίλειο της Ισπανίας,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για την Γαλλική Δημοκρατία,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για την Ελληνική Δημοκρατία,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για την Ιταλική Δημοκρατία,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)
Για το Βασίλειο της Ολλανδίας,
(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Πορτογαλική Δημοκρατία,

Για την Ελβετική Ομοσπονδία,

(μία υπογραφή δυσανάγνωστη)

Για την Τουρκική Δημοκρατία,

1. ΑΙΤΗΜΑ ΠΑΡΟΧΗΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΠΡΟΣΦΥΓΑ Ο ΟΠΟΙΟΣ ΔΗΛΩΝΕΙ ΟΤΙ ΔΙΕΜΕΙΝΕ

Στη

Από έως

2. ΑΙΤΟΥΣΑ ΑΡΧΗ 3. ΑΠΟΔΕΚΤΡΙΑ ΑΡΧΗ

4	Αιτούμενες πληροφορίες	Πληροφορίες τις οποίες γνωρίζει η αιτούσα αρχή 5.	6 Παρεχόμενες πληροφορίες από την αποδέκτρια αρχή		
10	ΓΙΑ ΤΟΝ ΠΡΟΣΦΥΓΑ		Σύμπτωση πληροφοριών* 7.	Καμία πληροφορία* 8.	Διαφορετικές πληροφορίες 9.
11	Επώνυμο				
12	Ονόματα				
13	Φύλο | 14 | Υπηκοότητα				
15	Ημ/νία και τόπος γέννησης	JO MO AN			JO MO AN
16	Επώνυμο και όνομα πατρός				
17	Επώνυμο και όνομα μητρός				
18	Οικογενειακή κατάσταση				
19	Ημ/νία και τόπος	JO MO AN			JO MO AN
20	ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΟΝ/ΤΗΝ ΤΩΡΙΝΟ/Η Η ΤΕΛΕΥΤΑΙΟ/Α ΣΥΖΥΓΟ ΤΟΥ/ΤΗΣ				

11	Επώνυμο						
12	Ονόματα						
14	Υπηκοότητα						
15	Ημ/νία και τόπος γέννησης			JO MO AN			JO MO AN
16	Επώνυμο και όνομα πατρός						
17	Επώνυμο και όνομα μητρός						
21	ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΑ ΤΕΚΝΑ ΤΟΥ						
11	Επώνυμο						
12	Ονόματα						
13	Φύλο	14	Υπηκοότητα				
15	Ημ/νία και τόπος γέννησης			JO MO AN			JO MO AN
11	Επώνυμο						
12	Ονόματα						
13	Φύλο	14	Υπηκοότητα				
15	Ημ/νία και τόπος γέννησης			JO MO AN			JO MO AN
11	Επώνυμο						
12	Ονόματα						
13	Φύλο	14	Υπηκοότητα				
15	Ημ/νία και τόπος γέννησης			JO MO AN			JO MO AN

22. Ημ/νία, υπογραφή και σφραγίδα

22.Ημ/νία,υπογραφή και σφραγίδα

ΣΥΜΒΟΛΑ

JO: Ημέρα

MO: Μήνας

AN: Έτος

M: Άνδρας

F: Γυναίκα

C: Άγαμος

Ma: Έγγαμος

Dm: Θάνατος του συζύγου

Df: Θάνατος της συζύγου

Div: Διαζευγμένος

A: Ακυρωθείς γάμος

Sc: Δικαστικός χωρισμός

REF: Πρόσφυγας

APA: Άπατρις

* Σημειώστε με σταυρό την αντίστοιχη στήλη

ΑΙΤΗΜΑ ΓΙΑ ΠΑΡΟΧΗ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΔΙΑΒΙΒΑΣΘΕΝ ΚΑΤ'ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΠΟΥ ΥΠΕΓΡΑΦΗ ΣΤΗ BALE ΣΤΙΣ 3 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1985

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	

Οι εγγραφές γίνονται με λατινικούς τυπογραφικούς χαρακτήρες. Δύνανται επιπλέον να αναγραφούν με χαρακτήρες της γλώσσας της αιτούσας αρχής.

Οι ημερομηνίες αναγράφονται με αραβικά ψηφία υποδεικνύοντας διαδοχικά, με τα σύμβολα Jo, Mo και An, την ημέρα, τον μήνα και το έτος. Η ημέρα και ο μήνας αναγράφονται με δύο ψηφία, το έτος με τέσσερα ψηφία. Οι εννέα πρώτες ημέρες του μήνα και οι εννέα πρώτοι μήνες του έτους αναγράφονται με ψηφία από 01 έως 09.

Οποιοδήποτε τοπωνύμιο ακολουθείται από το όνομα του Κράτος στο οποίο βρίσκεται ο σχετικός τόπος, εφόσον το εν λόγω Κράτος διαφέρει από εκείνο όπου έχει συνταχθεί το έντυπο.

Αν η αιτούσα ή η αποδέκτρια αρχή δεν είναι σε θέση να συμπληρώσουν ένα τετραγωνίδιο ή μέρος τετραγωνιδίου, το εν λόγω τετραγωνίδιο ή μέρος του τετραγωνιδίου διαγράφεται.

Όλες οι τροποποιήσεις και μεταφράσεις υπόκεινται στην προηγούμενη έγκριση της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Ακριβές επικυρωμένο αντίγραφο εκ του πρωτοτύπου το οποίο έχει κατατεθεί στα αρχεία της Ελβετικής Ομοσπονδίας.

Βέρνη, 21 Μαρτίου 1986

Για το Ομοσπονδιακό Υπουργείο Εξωτερικών

(σφραγίδα-υπογραφή)

Rubin

Προϊστάμενος του Τμήματος Διεθνών Συμβάσεων

Άρθρο δεύτερο

Κεντρική Αρχή για την ανταλλαγή πληροφοριών, κατ' εφαρμογήν του άρθρου 3 της κυρούμενης Σύμβασης, είναι η Διεύθυνση Αστικής και Δημοτικής κατάστασης του Υπουργείου Εσωτερικών και κατά περίπτωση η διπλωματική ή προξενική οδός.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 9 και της παραγράφου 2 του άρθρου 10 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Ιανουαρίου 2014

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΤΟΥΡΝΑΡΑΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΙΧΕΛΑΚΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ, ΔΙΑΦΑΝΕΙΑΣ ΚΑΙ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ ΚΑΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΟΥ ΠΟΛΙΤΗ

ΝΙΚΟΛΑΟΣ-ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΕΝΔΙΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Ιανουαρίου 2014

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΤΗΣ ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:

- Για τα Φ.Ε.Κ. από 1 έως 16 σελίδες σε 1 € προσαυξανόμενη κατά 0,20 € για κάθε επιπλέον οκτασέλιδο ή μέρος αυτού.
- Για τα φωτοαντίγραφα Φ.Ε.Κ. σε 0,15 € ανά σελίδα.

Σε μορφή DVD/CD:

Τεύχος	Ετήσια έκδοση	Τριμηνιαία έκδοση	Μηνιαία έκδοση
Α΄	150 €	40 €	15 €
Β΄	300 €	80 €	30 €
Γ΄	50 €	-	-
Υ.Ο.Δ.Δ.	50 €	-	-
Δ΄	110 €	30 €	-

Τεύχος	Ετήσια έκδοση	Τριμηνιαία έκδοση	Μηνιαία έκδοση
Α.Α.Π.	110 €	30 €	-
Ε.Β.Ι.	100 €	-	-
Α.Ε.Δ.	5 €	-	-
Δ.Δ.Σ.	200 €	-	20 €
Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	-	-	100 €

- Η τιμή πώλησης μεμονωμένων Φ.Ε.Κ. σε μορφή cd-rom από εκείνα που διατίθενται σε ψηφιακή μορφή και μέχρι 100 σελίδες, σε 5 € προσαυξανόμενη κατά 1 € ανά 50 σελίδες.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Α΄	225 €
Β΄	320 €
Γ΄	65 €
Υ.Ο.Δ.Δ.	65 €

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Δ΄	160 €
Α.Α.Π.	160 €
Ε.Β.Ι.	65 €
Α.Ε.Δ.	10 €

Τεύχος	Έντυπη μορφή
Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	2.250 €
Δ.Δ.Σ.	225 €
Α.Σ.Ε.Π.	70 €
Ο.Π.Κ.	-

- Το τεύχος Α.Σ.Ε.Π. (έντυπη μορφή) θα αποστέλλεται σε συνδρομητές ταχυδρομικά, με την επιβάρυνση των 70 €, ποσό το οποίο αφορά τα ταχυδρομικά έξοδα.

- Η καταβολή γίνεται σε όλες τις Δημόσιες Οικονομικές Υπηρεσίες (Δ.Ο.Υ.). Το πρωτότυπο διπλότυπο (έγγραφο αριθμ. πρωτ. 9067/28.2.2005 2η Υπηρεσία Επιτρόπου Ελεγκτικού Συνεδρίου) με φροντίδα των ενδιαφερομένων, πρέπει να αποστέλλεται ή να κατατίθεται στο Εθνικό Τυπογραφείο (Καποδιστρίου 34, Τ.Κ. 104 32 Αθήνα).
- Σημειώνεται ότι φωτοαντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές Επιταγές για την εξόφληση της συνδρομής, δεν γίνονται δεκτά και θα επιστρέφονται.
- Οι οργανισμοί τοπικής αυτοδιοίκησης, τα νομικά πρόσωπα δημοσίου δικαίου, τα μέλη της Ένωσης Ιδιοκτητών Ημερησίου Τύπου Αθηνών και Επαρχίας, οι τηλεοπτικοί και ραδιοφωνικοί σταθμοί, η Ε.Σ.Η.Ε.Α, τα τριτοβάθμια συνδικαλιστικά όργανα και οι τριτοβάθμιες επαγγελματικές ενώσεις δικαιούνται έκπτωσης πενήντα τοις εκατό (50%) επί της ετήσιας συνδρομής.
- Το ποσό υπέρ ΤΑ.Π.Ε.Τ. (5% επί του ποσού συνδρομής), καταβάλλεται ολόκληρο (Κ.Α.Ε. 3512) και υπολογίζεται πριν την έκπτωση.
- Στην Ταχυδρομική συνδρομή του τεύχους Α.Σ.Ε.Π. δεν γίνεται έκπτωση.

Πληροφορίες για δημοσιεύματα που καταχωρίζονται στα Φ.Ε.Κ. στο τηλ.: 210 5279000.
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.: τηλ.: 210 8220885.

Τα φύλλα όλων των τευχών της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως διατίθενται δωρεάν σε ηλεκτρονική μορφή από την ιστοσελίδα του Εθνικού Τυπογραφείου (www.et.gr)

Ηλεκτρονική Διεύθυνση: http://www.et.gr - e-mail: webmaster.et@et.gr

ΟΙ ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ ΛΕΙΤΟΥΡΓΟΥΝ ΚΑΘΗΜΕΡΙΝΑ ΑΠΟ 08:00 ΜΕΧΡΙ 13:30



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004